

Tous à Paris le 25 janvier, sous les fenêtres de la ministre Oudéa-Castéra, pour défendre l'École publique !

Montreuil, le 13 janvier 2024

Interrogée par les médias, voici ce qu'a déclaré la ministre de l'Éducation nationale, de la Jeunesse, des Sports et des Jeux olympiques et paralympiques Mme Oudéa-Castéra à propos de ses enfants qui étaient scolarisés à l'École publique avant de rejoindre l'école privée, plus précisément un établissement catholique qui a d'ailleurs fait l'objet d'une enquête par le ministère : **« La frustration de ses parents, mon mari et moi, qui avons vu des paquets d'heures qui n'étaient pas sérieusement remplacées. Et à un moment on en a eu marre comme des centaines de milliers de familles qui ont fait un choix d'aller chercher une solution différente. »**

Quel mépris insupportable de l'École publique et de ses personnels, que Mme Oudéa-Castéra est pourtant censée représenter !

« Des heures qui n'étaient pas sérieusement remplacées » ? La FNEC FP-FO rappelle à Mme Oudéa-Castéra que depuis des années, les ministres qui se sont succédé avant elle sous les différents gouvernements Macron n'ont eu de cesse, à grands coups de contre-réformes et de suppressions de postes, de s'en prendre à l'École publique.

Rappelons que :

- lors du premier quinquennat Macron, M. Blanquer a supprimé 7900 postes d'enseignants dans les lycées et collèges ;
- M. Ndiaye a supprimé 2000 postes d'enseignants à la rentrée 2023 ;
- M. Attal a programmé la suppression de 650 postes d'enseignants dans les écoles publiques pour la rentrée 2024.

Pour que les absences des enseignants soient « sérieusement remplacées » au sein de l'École publique, la ministre Oudéa-Castéra entend-elle revenir sur ces suppressions de postes et créer les postes nécessaires ? Ou au contraire entend-elle prolonger la politique de destruction de l'École publique mise en œuvre par ses prédécesseurs, au plus grand bénéfice de l'école privée qu'elle semble particulièrement apprécier ?

Et parmi les postes qui manquent aujourd'hui, comment ne pas citer les milliers d'enseignants spécialisés qu'il faudrait nommer, les 23 000 places qui font défaut dans les établissements sociaux et médico-sociaux selon l'aveu même de l'ex-ministre Attal ?

Oui l'École publique est aujourd'hui menacée, par les suppressions de postes, par l'avalanche de mesures inacceptables qu'elle subit depuis des années, par le sort réservé aux élèves en situation de handicap ou en grande difficulté... autant de mesures qui rendent insupportables les conditions de travail des personnels !

Face aux propos inadmissibles et méprisants de la ministre, la FNEC FP-FO appelle les personnels à être en grève et à manifester sous les fenêtres de Mme Oudéa-Castéra jeudi 25 janvier pour défendre l'École publique, pour revendiquer les créations de postes nécessaires, en particulier dans les établissements sociaux et médico-sociaux, pour exiger un vrai statut et un vrai salaire pour AESH !

Une audience a été demandée à la ministre Oudéa-Castéra.